



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Communication Procurement Directorate/Direction de
l'approvisionnement en communication
360 Albert St. / 360, rue Albert
12th Floor / 12ième étage
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet SERVICES DE CONCEPTION GRAPHIQUE	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-171581/A	Date 2017-12-06
Client Reference No. - N° de référence du client EN578-17-1581	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$CX-027-73902
File No. - N° de dossier cx027.EN578-171581	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-01-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dubaere, Geneviève	Buyer Id - Id de l'acheteur cx027
Telephone No. - N° de téléphone (613) 998-1966 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 6B1 11 LAURIER ST Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (EN578-171581/A)

Les réponses doivent être présentées d'ici 14 h, heure avancée de l'Est, le 2 janvier 2018.

TITRE : Services de conception graphique, de conception Web, d'exposition et d'affichage

1. OBJET ET NATURE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR)

La Direction de l'approvisionnement en communications (DAC), qui fait partie du Secteur de la gestion des approvisionnements commerciaux et alternatifs (SGACA) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), **demande à l'industrie de formuler des commentaires** au gouvernement du Canada en ce qui concerne le renouvellement des offres à commandes pour des services de conception graphique.

Des offres à commandes principales et nationales (OCPN) sont actuellement en place pour la prestation de services de conception graphique et se termineront le 31 janvier 2018. Afin de renouveler ces services, SPAC prévoit demander des soumissions et émettre une demande d'offre à commandes (DOC).

Au moyen d'une liste de questions précises (voir la section 7 de la DDR), la présente DDR vise à :

- Moderniser les pratiques en matière d'approvisionnement de façon à ce qu'elles soient plus simples et moins lourdes sur le plan administratif, mettre en œuvre un contrôle moderne et adopter des pratiques qui appuient les objectifs de notre politique économique, y compris l'approvisionnement écologique et social.
- Tirer profit des connaissances et de l'expertise de l'industrie en ce qui concerne les pratiques exemplaires qui pourraient augmenter les chances de réalisation du présent projet.
- Déterminer si l'industrie peut utiliser l'approvisionnement électronique et préparer des soumissions électroniques.
- Recueillir des renseignements en vue de mettre au point une DOC.

NATURE DE LA DEMANDE DE COMMENTAIRES AUPRÈS DE L'INDUSTRIE

La présente DDR ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Aucune entente ou aucun contrat ne sera conclu en fonction de la présente DDR. L'émission de la présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du Gouvernement du Canada et elle n'autorise aucunement les répondants potentiels à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. La présente DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à émettre une demande de soumissions subséquente ou à octroyer un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

NATURE ET FORMAT DES RÉPONSES DEMANDÉES

Les répondants sont invités à indiquer, dans les renseignements transmis au Canada, la présence de tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Notez que le Canada peut être tenu par la loi (par ex. en réponse à une demande en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de considérer la divulgation des renseignements exclusifs ou de nature commerciale concernant un répondant (pour plus de renseignements : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).

La participation à cette DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La DDR n'aboutira pas à l'établissement d'une liste de fournisseurs. De même, la participation à la présente DDR ne constitue pas une condition préalable à la participation à une éventuelle demande subséquente.

La date de clôture de la DDR est **le 2 janvier 2018, à 14 h, heure avancée de l'Est**. Les renseignements reçus avant cette échéance seront examinés et pris en considération au moment de mettre au point la DOC.

COÛTS ASSOCIÉS AUX RÉPONSES

Les répondants ne seront pas remboursés pour les frais engagés dans le cadre de la participation à la présente DDR.

2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Par l'entremise de la présente DDR, le Canada cherche à obtenir des commentaires au sujet d'un éventuel établissement d'offres à commandes pour des services de conception graphique.

La conception graphique est la profession de la communication visuelle combinant des images, des mots et des idées en vue de communiquer de l'information à un public pour produire un effet particulier. Cela comprend la mise en page et l'apparence d'éléments figurant, par exemple, dans un site Web, ou la mise au point de concepts de conception à des fins d'exposition.

Le gouvernement du Canada souhaite obtenir « sur demande » une gamme complète de services de conception, notamment l'impression, les médias électroniques, les documents de formation, les pages Web, les expositions ainsi que les affichages. Dans le cadre de toute offre à commandes principale et nationale, les offrants devront se conformer aux politiques, aux lignes directrices, aux programmes et aux pratiques portant sur les communications et sur la publication, comme ils sont décrits dans la [Politique sur les communications et l'image de marque du Conseil du Trésor](#).

Les services de conception graphique comprennent :

- la conception graphique;
- la conception multimédia destinée au Web et aux médias sociaux;
- la conception des expositions et des affichages.

3. PORTÉE ET CONTRAINTES POTENTIELLES DU TRAVAIL

Si une demande de suivi est émise, elle sera affichée sur le site Achatsetventes.gc.ca sous forme de Demande d'offre à commandes (DOC).

4. LOIS, ACCORDS COMMERCIAUX ET POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

Voici certains des textes législatifs, des accords commerciaux et des politiques gouvernementales qui pourraient avoir une incidence sur les demandes de suivi :

- a) [Ententes sur les revendications territoriales globales \(ERTG\)](#)
- b) [Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones](#)
- c) [Programme de sécurité des contrats](#)
- d) [Politique sur la sécurité du gouvernement](#)
- e) [Loi sur la protection des renseignements personnels](#)
- f) [Directive sur les langues officielles pour les communications et services](#)
- g) [Directive sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements](#)
- h) [Politique sur la gestion des technologies de l'information](#)

5. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Les répondants ayant des questions relativement à la présente DDR peuvent communiquer avec la personne suivante :

Nom : Geneviève Dubaere

Titre : Spécialiste de l'approvisionnement

Direction de l'approvisionnement en communication

Direction générale des approvisionnements

Services publics et Approvisionnement Canada

Adresse : 360, rue Albert, 12^e étage

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-998-1966

Télécopieur : 613-991-5870

Courriel : TPSGC.padgamiace-appbmpace.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Étant donné qu'il ne s'agit pas d'une demande de soumissions, le Canada pourrait publier d'autres questions reçues afin d'obtenir des renseignements supplémentaires. Le Canada demande aux répondants de consulter régulièrement le site Achatsetventes.gc.ca pour vérifier si des changements ont été apportés, le cas échéant.

6. PRÉSENTATION DES RÉPONSES

Date et lieu de présentation des réponses : Les fournisseurs souhaitant répondre aux questions figurant dans la section 7 doivent livrer les réponses directement à la personne indiquée à la section 5, Demandes de renseignements, au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la présente DDR. Les réponses peuvent être présentées par la poste, par télécopieur ou par courriel.

7. QUESTIONS

- a) Selon vous, y a-t-il des limitations ou des problèmes de capacité liés à l'utilisation des offres à commandes pour des services de conception graphique par d'autres paliers gouvernementaux, comme les provinces, les territoires ou les municipalités? Expliquez toute limitation identifiée.
- b) Pourriez-vous fournir des recommandations qui pourraient améliorer l'efficacité des offres à commandes?
- c) SPAC envisage d'autoriser les utilisateurs à passer des commandes téléphoniques et à effectuer des paiements par carte de crédit. Nous cherchons à obtenir des renseignements quant aux processus des fournisseurs en ce qui concerne l'approbation, la vérification de l'identité de l'appelant et les méthodes dont les entreprises auraient besoin afin de traiter les transactions. Les entreprises disposent-elles de cette capacité et de ces processus à l'heure actuelle?
- d) SPAC envisage d'augmenter la limite de la future offre à commandes. Afin de nous aider à établir cette limite, pourriez-vous nous dire quelle est la valeur moyenne d'une commande du gouvernement?
- e) La Direction de l'approvisionnement en communications (DAC), pour qui l'offre à commandes est émise, se fonde sur un modèle de recouvrement des coûts. Trois

pour cent de la valeur de la commande est facturée aux utilisateurs. Quelles seraient les incidences si les offrants percevaient des frais d'achat de trois pour cent de la valeur globale de la commande à verser à la DAC au moment d'envoyer le rapport trimestriel sur les commandes?

- f) Quelles initiatives environnementales ont été mises en œuvre par votre organisation, et lesquelles prévoyez-vous mettre en œuvre dans un futur proche (initiatives de recyclage et de réutilisation, de déplacements écologiques, etc.)? Expliquez votre réponse et soyez précis.
- g) En ce qui concerne les normes environnementales, que nous suggèreriez-vous d'inclure à titre de critères cotés dans le cadre du processus de demande de soumissions?
- h) Votre organisation se conforme-t-elle à la reconnaissance des normes environnementales comme ENERGY STAR ou d'autres normes? Expliquez votre réponse et soyez précis.
- i) SPAC souhaite créer un volet distinct pour les entreprises autochtones, afin d'en tirer parti lorsque la [Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones](#) s'applique dans le cadre d'un besoin. Veuillez nous indiquer s'il s'agit de quelque chose qui pourrait vous intéresser.
- j) Quels autres regroupements ou qualificatifs socio-économiques pourraient être pris en considération en vue de créer des volets supplémentaires ou des critères d'évaluation dans le cadre d'une DOC future?
- k) Y a-t-il des problèmes de restriction ou de système qui empêcheraient votre entreprise d'accepter une DP de manière électronique? Si oui, expliquez en détail.
- l) Y a-t-il des problèmes de restriction ou de système qui empêcheraient votre entreprise de soumettre des offres de manière électronique, ou par exemple au moyen de systèmes comme l'affichage électronique? Si oui, expliquez en détail.
- m) La DAC souhaite créer un réseau collaboratif de l'industrie pour les produits de communication. Y a-t-il un besoin, et quels seraient des exemples de sujets d'intérêt et la meilleure tribune pour solliciter des commentaires?
- n) Y a-t-il d'autres renseignements ou recommandations qui devraient être tenus en compte?

8. RÉFÉRENCES

- [Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones - Brochure](#) (d'Affaires autochtones et du Nord Canada)
- [Admissibilité - Programme de Marchés Réservés aux entreprises autochtones](#)
- [Répertoire des entreprises autochtones](#)